

Analyses du CRE de mars 2017

Le public des formations de premier niveau de l'appel d'offres demandera beaucoup d'accompagnement, comment va-t-on outiller les formateurs ?

Pourquoi l'Afpa choisit-elle de précariser ses salariés plutôt que d'investir sur leurs compétences ?

Hope a été l'occasion de travailler en partenariat et si on généralisait les pratiques qui marchent ?

L'attentat de Carcassonne montre l'échec du tout sécuritaire, pourquoi avoir cassé les fondamentaux du social ?

⌘ **Réponse à l'Appel d'Offres ; pour former les moins qualifiés, les compétences des équipes préparatoires vont nous manquer** ⌘

Finalement la DR est contrainte de se repositionner sur des formations d'un niveau plus bas que ce qu'elle l'envisageait il y a peu. L'Afpa répond au :

- projet qualifiant (668 lots)
- préparatoire : Projet-Pro (insertion- préqualif 64 lots)
- Lectio (illettrisme 17 lots)
- Avenir (détenus 64 lots)

Par un choix incohérent, au fil des années l'afpa en L.R. a détruit toutes les équipes préparatoires. **Or la commande** actuelle de l'état à travers l'EPIC **est de s'occuper des publics les plus éloignés de l'emploi. Beaucoup de formateurs** avec de fortes exigences techniques n'y sont pas préparés et risquent de se retrouver **en difficulté**.

En séance SUD a interpellé le DR sur ce sujet : « faut-il amener un perfectionnement aux formateurs ? Faut-il des collègues spécialisés en appui ? Qu'est -il prévu ? »

La réponse reste vague : On verra ce que le Conseil Régional nous achète ensuite on avisera.

➤ **Pour SUD : Autrement dit il est urgent d'attendre, continuons à improviser !**

Il vaudrait mieux être très vigilant, lorsqu'un collègue se retrouvera en difficulté pédagogique. S'il n'est pas préparé à un public différent et exigeant, dès les premières plaintes la direction commencera par mettre en cause les salariés sans pour autant leur donner les moyens nécessaires. « Reporter les risques sur les salariés plutôt que des outiller », c'est déjà ce que l'on constate en L-R.

⌘ **Salariés kleenex :**

**« on les prend quand on en a besoin,
ensuite on les rend » ⌘**

CDII (CDI d'intérim) : c'est le statut le plus inhumain qui existe sur le marché et c'est celui choisi par l'Afpa pour des raisons soi-disant économiques. Un argument qui ne tient pas la route quand on sait que ces contrats coûtent près de 2 fois plus cher qu'un CDD (1,915 exactement). Pour le moment on garantit aux personnes intérimaires le salaire de base avec le treizième mois, la mutuelle et les ASC sont issues de l'entreprise d'intérim mais ils ne font plus partie de l'Afpa.

La direction a donc décidé de :

1. Couper le lien social dans l'entreprise : les relations de travail constructives n'ont pas le temps de s'installer entre collègues. C'est pourtant une garantie de productivité, de qualité de prestation et de performance vis-à-vis de la concurrence. Rien de tel pour déstabiliser les salariés de terrain.
2. De favoriser l'individualisme contraire à l'esprit d'équipe, chacun travail pour sa carrière personnelle parfois contre l'intérêt général.
3. **De travailler essentiellement à court terme et de considérer les salariés comme une matière d'œuvre mobilisable suivant les besoins.**

Encore moins chère : **le service civique** qui théoriquement ne doit pas faire le travail d'un salarié, « oui mais vous comprenez, on lui met le pied à l'étrier, il peut aider blablabla..... »

➤ **Pour SUD** : *cette précarité galopante ne permettra jamais d'absorber le coût de la hiérarchie pléthorique et incompétente.*

Pourquoi lui laisser le pouvoir de décider de notre quotidien ?

⌘ **HOPE** : **pour former les réfugiés on a su travailler en concertation avec d'autres organismes, pourquoi ne pas faire de même sur l'ensemble des formations ?** ⌘

L'état à travers les ministères de l'intérieur, du travail et du logement a mobilisé les OPCA, les organismes de formations, les entreprises **pour l'insertion des réfugiés. Les moyens dégagés permettent une insertion réussie**, il ne faudrait pas que l'afpa se serve de ce programme juste pour des questions de trésorerie.

On se demande pourquoi les régions ne font pas de même ? Mettre tous les organismes de formations en concurrence, favorise la précarité des salariés de terrain au bénéfice de dirigeants indéboullonnables et très chers. Le pire est que la mission de formation permettant aux stagiaires de choisir un vrai métier est détournée vers des petits modules orientés vers l'employabilité non durable

➤ **Pour SUD** : *c'est la volonté du MEDEF d'avoir des salariés non qualifiés, employables à merci.*

⌘ **Attentats à Carcassonne** :
la république sécuritaire
moins efficace que la république sociale ⌘

L'auteur de la fusillade est issu d'un quartier abandonné par la république, presque 20 ans en arrière dans ce même quartier l'afpa y organisait des **chantiers écoles** qui ont permis à tous les stagiaires une insertion réussie. Pourtant, c'était à l'époque le public le plus éloigné de l'emploi. **Aujourd'hui les jeunes livrés à eux même ont pris le pouvoir dans le quartier**, sans emploi désœuvrés, toutes les dérives sont possibles.

Pour des raisons soi-disant économiques nos stratèges ont abandonnés cette mission dont on était fiers, quel est le coût du désastre social ? Le coût humain ?

Les dirigeants où sont-ils ? Comment et quand payeront ils leurs erreurs ?

La hiérarchie, c'est comme les étagères : plus c'est haut et moins ça sert

Voilà ce qui se passe quand on fait confiance au discours dominant qui présente le détricotage du droit du travail, la montée des inégalités, comme des nécessités économiques.

Dans la logique libérale, les droits sociaux, les syndicats, les services publics sont vus comme des freins, des charges, qui pèseraient sur l'économie et les entreprises (confondues pour l'occasion).

Cette idéologie vise à délégitimer tous les récits alternatifs, qui sont systématiquement dénigrés et jugés non compétitifs

- ***Pour SUD*** : Cette vision abstraite du travail conduit l'Afpa à renier ses valeurs d'utilité sociale, à chercher du chiffre d'affaires (parfois à n'importe quel prix) pourvu qu'on puisse donner à court terme l'impression d'être sérieux aux yeux des partenaires financiers, clients, stagiaires.

**C'est cette idéologie
qui nous fait perdre 70 millions par an,
C'est elle nous qui fait perdre notre autonomie
(Aujourd'hui Bercy nous dirige).**

**Elle sacrifie la qualité de notre travail
et elle généralise l'emploi précaire.**

SUD FPA 13 place du Général de Gaulle 93108 Montreuil

01 48 70 51 68.

Votre contact en région : **06 42 90 09 47**

Le site : sudfpa.net